

Révolution et vérité : d'une infection au coronavirus

Juan Branco

Crise mondiale de la souveraineté. Les institutions tremblent, et supplient les populations de les sauver. N'oubliez jamais, dans les larmes et les frissons que cette période va enclencher, dans l'admiration que l'on vous demandera de vouer à ceux qui vous auront "sauvés" que ce sont les larmes de nos dominants que vous serez entrain de verser. Pleurs d'un système aux abois, qui cherche à les incruster dans votre chair, afin de vous rappeler à votre condition de sujets, et vous faire oublier qu'à cet instant là, c'était son âme et non la vôtre qui menaçait de périr.

*

Le risque n'est pas individuel. Voilà ce qu'on ne cesse de nous répéter. L'immense majorité d'entre nous sera préservée, et l'épidémie de grippe qui suivra fera dix fois plus de morts, "si tout est bien géré". Et voilà pourtant que nous ne cessons de trembler, faisant pleuvoir les procès en irrationalité contre ceux qui s'inquiètent, et en irresponsabilité contre ceux qui ne seraient "pas assez mobilisés". Comment l'expliquer ?

Tout simplement en révélant que ce qui se joue en cette crise, c'est un déplacement du politique de l'Etat vers la société. Et que ce que cela révèle, c'est les rapports de domination que les institutions nous imposent, et qui nous amènent à incorporer, littéralement, les sentiments de nos dominants, sans ne jamais conscientiser notre condition de sujet.

Explicitons. Le risque n'est pas individuel, répète-t-on. Cela ne veut dire qu'une chose: que ce n'est pas nous, directement, mais les institutions qui sont menacées. Et que si nous sommes menacés, par ricochet, ce n'est qu'en ce que nous dépendons, que nous nous sommes soumis à ces institutions qui menacent d'effondrement. Voilà pourquoi le coronavirus fait, tout là-haut trembler. Non pas parce que nous mourrons. Mais parce que cela menace de les faire périr. Voilà pourquoi chômages et retraites peuvent être préservés, monnaie pleuvoir, promesses déborder, alors que nous étions jusque là avec une immense morgue traités.

Parce qu'ils ont peur d'être lâchés. Et non pas que l'on meure - mais qu'ils se trouvent, dans la foulée, à la hache découpés.

Le peuple n'est pas habitué à ce qu'on lui offre soudain ce qu'il avait cessé de réclamer. Il se méfie à raison lorsque des consignes le poussent à s'écarter du soleil tout en l'incitant à aller voter, et lorsqu'un Président et ses affidés prétendent le faire au nom d'une idée - la démocratie - qui ne semble tenir que lorsqu'elle sert à les consacrer.

Lorsqu'il voit la carotte maniée bien plus fort que le bâton, par celui qui jusqu'alors trouvait jouissance à affirmer sans entraves son autorité, il plisse les yeux. Quelle est donc la raison de ces sollicitudes qui l'enserrent soudainement ? Seraient-ils à ce point en danger ?

En coulisses, s'agite un monde auquel, il le sait, personne ne lui donne accès.

Où les médias se contentent maintenant de récolter des paroles intéressées, sans ne plus chercher à trouver la vérité. Il sait qu'on lui ment, tout le temps, et que personne n'est là pour l'aider à déceler ce qui est réellement entrain de se jouer. Qu'il n'a dès lors face à lui que des surfaces, des masques de personnages qui peuvent à tout moment chercher à le manipuler, et dont il faut d'instinct se méfier. Les enjeux de ces lieux, de ces palais si écartés de sa réalité, ne peuvent que lui échapper. Et il sait trop bien à quel point ses intérêts sont éloignés de ceux qui sont chargés de le "dominer".

Alors, lorsqu'on lui demande d'incorporer, littéralement la préoccupation de l'institution, en adoptant des comportements qui pourraient "sauver la population", une première réticence naît.

Le peuple ne l'entend pas, n'y croit pas, à ce pouvoir qui fait mine de s'y intéresser, et dans un premier temps, ne réagit pas. Il faut le menacer, le rabrouer, s'y reprendre à plusieurs fois pour enfin imposer une précaire obéissance, sous la crainte de la trique, à partir de laquelle la pensée naît.

Car dans la solitude de ses appartements, le peuple comprend que ce qu'on lui dit tient en les mots qui viennent de lui être adressés, et l'intensité avec laquelle ils ont été répétés: le devenir réside dans sa capacité, et sa volonté, à cesser de se toucher et de se parler.

Disons le plus clairement, en éliminant les propositions subordonnées : le devenir tient en notre volonté, en notre capacité à nous organiser.

Et il comprend immédiatement que cela veut dire que le pouvoir, de ce fait, d'antan si dominant, se trouve à ses pieds, et voit sa survie entre ses mains et ses muqueuses placée.

Plongez en mes yeux et croyez ce qui vient : c'est pour votre bien que je vous demande de vous distancer. Voilà ce que M. Macron disait, alors qu'il ne craignait la veille de couper les budgets d'hôpitaux effondrés, tandis que sa femme, en plein cœur de l'été, allait en un hôpital privé se faire soigner.

Plongez en mes yeux et croyez ce qui vient : c'est en tant que société et individus que vous concernés, et que j'appelle à "votre responsabilité".

Fascinant renversement de la souveraineté, qui montre soudain leur précarité. Eux qui faisaient profession de ne dépendre de rien, commencent à nous supplier.

Fascinant pouvoir qui nous est soudain octroyé, et que les sursauts de paternalisme de M. Macron, tout à sa tentative de « responsabilisation » matinée de culpabilisations, car nous ne l'aurions pas assez écouté ! ne masqueront pas : ce n'est, pour la première fois, pas que notre devenir, mais aussi le leur, qui se trouve soudain entre nos mains.

C'est cela la leçon, au-delà de la péripétie, des drames et des larmes que cette période va susciter. L'inquiétude qui aujourd'hui s'est disséminée, fait trembler partout en France des malades et leurs proches, isole les plus fragiles, saccage les vies et prépare une vague de misère dont il se peut bien qu'elle soit la dernière, est le fruit de leur, et non de nôtre irresponsabilité.

Imaginez un instant qu'elle leur soit attribuée. Et que ce ne soit pas aux uns les autres que nous nous l'attribuions, mais à un pouvoir, non du fait de son malfaire, mais de son principe, que nous la retournions.

Imaginez que l'on découvre la réalité, à savoir que nous ne sommes menacés que parce que nous appartenons à ces institutions qui produisent le mal dont elles prétendent nous sauver, qui se trouvent incapables de répondre à nos besoins. Imaginez que nous découvriions que c'est parce que nous nous sacrifions pour eux, que nous nous soumettons, que nous sommes leurs sujets, qu'il nous faut craindre. Que tout cela aurait pu ne pas, et pourrait, ne plus exister, si d'eux nous nous trouvions débarrassés.

Que ce n'est pas pour nous protéger de l'aléa et du danger – ce pourquoi nous les élistons, payons, finançons, écoutons et obéissons – mais pour les protéger qu'il nous est demandé de nous confiner, de nous taire, de les regarder et de trembler.

Que nous sommes arrivés à un stade où, une fois cette crise finie, nous pourrions, en toute légitimité, nous en débarrasser. Imaginez vous que tous ces gens là ne soient paniqués qu'à l'idée d'une perte de fonction, que nous commencions à trouver plaisir au fait de jouir du pouvoir comme ils le faisaient, décidant peut-être, par caprice, de ne pas les écouter, pour voir, comme ça ce que ça ferait. Pour voir si, comme ça, d'un mouchoir ou d'une toux mal masquée, ils tomberaient. De commencer à jouer avec leur destin comme ils le font avec les nôtres.

De leur montrer ce que *ça* fait.

Voilà l'explication du hiatus irrésoluble qui semble persister en nous, incapables de comprendre pourquoi d'un côté l'on en fait tant – alors que tant de morts chaque année emportent les nôtres, de la grippe la plus banale au suicide le plus social, en des quantités incomparables et bien plus facilement évitables – ; et pourquoi de l'autre côté l'on sent une telle urgence à en effet se protéger.

Ce hiatus est le fruit de ce paradoxe qui fait que l'espace politique et médiatique, prétendant s'adresser à nous en tant qu'êtres sensibles et libres, ne parle en fait qu'à des sujets. Sujets, et non serfs, d'institutions que nous avons construites, dont ils se sont saisis, et dont le fondement – celui de la croyance et de l'adhésion, de l'obéissance – vacillent à cet instant. Institutions nous dépendons secondairement. Non pour nous protéger d'un virus - cela, seulement marginalement - mais pour préserver une société qu'ils ont pillé au point où elle menace, maintenant, sur nous, de s'effondrer. D'où l'ambivalence. D'où l'hésitation. D'où les contradictions. Entre pleurs et désir de transgression.

Pourquoi l'urgence s'est-elle transmise à la population, là où naturellement, en un système westphalien, elle aurait dû rester concaténée, avant d'être traitée, au sein de l'Etat ?

Parce que l'Etat est débordé. Parce que l'Etat n'a pas fait ce qu'il devait. Parce que l'Etat, prévenu depuis janvier, n'a pas commandé masques et tests, n'a pas recruté de personnel médical, revalorisé les salaires,

commandé des machines, construit des hôpitaux préparé l'après. Parce que l'Etat, trop soumis à l'existant – c'est-à-dire aux intérêts - n'a pas arbitré en faveur des populations mais de ceux qui le dominaient, nous exposant.

Et que se passe-t-il lorsque l'Etat, créature étrange censée nous préserver, ainsi se trouve exposé ? Il nous rend notre liberté, et expose ses dirigeants à la cruauté. C'est la leçon de Hobbes, et de toute la théorie qui a fondé notre modernité. Car quelle est la première question que tout sujet pensant se pose intuitivement ? Celui du sens des sacrifices qu'il consent quotidiennement à l'Etat, en termes d'impôt, de liberté, de personnalité, depuis des années, pour obtenir en échange qu'il soit protégé de l'aléa et du danger.

Que pensera le sujet d'un Etat qui en est réduit à le prier de bien se comporter pour protéger sa souveraineté - et non celle de son sujet ?

Et où menacerait de basculer le pouvoir, si jamais le système tout entier défailait ? Si ces hôpitaux si chèrement payés n'étaient plus en mesure de soigner qui que ce soit, d'un fait d'une épidémie dont nos dominants n'auraient su nous protéger ?

Que se passera-t-il lorsque demain la société découvrira qu'elle aura à payer pour tous les dégâts que nos impétrants ont causé, et qu'ils font mine, aujourd'hui de nous distribuer, à coups d'annonces militaires, qui sur nous demain viendront à nouveau à peser ?

Voilà pourquoi la soudaine humilité. Voilà pourquoi soudain l'importance donnée à la solidarité, à la générosité. A notre nous. Voilà pourquoi les milliards qui, du ciel, semblent tomber.

Non le fruit d'une révélation soudaine en nos dirigeants de ce que la vie humaine contient de préciosité, mais la conscience aigüe que leur destin est entre nos mains, qu'il importe au plus vite de nous subjuguier, pour s'éviter de tomber.

Et pourquoi continuons-nous à adhérer ? Non pas pour nous sauver - puisque nous le savons, dès qu'un instant de lucidité nous reprend, que nous ne serons pas exposés. Non pour les sauver. Mais parce que nous tenons trop à ce qu'ils ont saccagé. A ce sentiment d'humanité et d'altérité qui nous feraient demain potentiellement responsables, même marginalement, en une fable levinassienne, d'une mort d'autrui que eux

n'ont jamais hésité à provoquer. Parce que nous ne voulons pas même de cette infime responsabilité. Nous ne voulons pas devenir eux. Nous ne voulons pas participer à un massacre qu'ils ont fabriqué. Car nous le savons, nous: ce qu'ils haïssaient et prétendent soudain aimer est le fruit de nos sacrifices, et de ceux de nos anciens, de ces années de privation et de contention, de conformation à un ordre existant pour obtenir cette sécurité et de partagé que par leur imprévoyance et leur insignifiance, ils menacent de dévaster. Un sacrifice infligé à soi, à tout instant, qui a donné naissance à un enfant qu'ils ont cherché à dépecer, et à retourner contre ceux qui l'avaient conçu.

Nous nous accrochons au ça, à cet intangible qui s'appelle communauté, dont nous ne nous sommes jamais détachés, et qu'ils n'ont jamais fait que piller pour servir des tiers, avant maintenant, soudain, de s'en réclamer, lorsqu'ils craignaient de perdre l'accès à ces ressources que nous leurs avions confiées.

Ceux qui leur importent ne sont pas les 1% qui mourront. Ceux là ont été déjà contingentés, absorbés, justifiés. Mais les 99% qui pourraient demain se révolter, en le nom et l'honneur de ceux qui sont tombés, mais aussi parce qu'ils auront été forcé d'eux-memes se protéger.

Ils ont peur de nous. Voilà ce que le coronavirus nous aura fait gagner. Ils ont peur de nous, et il ne tient qu'à nous de maintenant les renverser.

Faut-il se réjouir de ce brutal renversement, alors que des centaines de milliers de personnes en mourront ? Non point. Nous voilà à devoir, par gestes « citoyens », intégrer des contraintes que nous avons délégué au sein de l'institution. Cela nous donne un grand pouvoir. Cela nous fait découvrir la sensation du pouvoir. C'est de la jouissance que cela peut susciter qu'il faut se protéger, de cette jouissance que l'Etat cherche à censurer en donnant l'apparence de la commander.

Mais que personne ne s'y trompe. Répétons-le. Martelons-le : pour la première fois de l'histoire, c'est eux qui dépendent de notre volonté. C'est eux qui ressentent la vulnérabilité de celui qui s'apprête à être débordé. C'est leur survie qui dépend de notre désir, d'accepter ou non d'être commandés. Nous sommes en position d'insurrection et de renversement. A nous de leur donner une leçon d'intégrité. En prenant acte de leur défonction et de leur incapacité, du risque insigne qu'ils font peser à nos anciens et plus exposés. De la caducité de leur pouvoir. Et de ne pas utiliser

cette position, pour, dès aujourd'hui, les dévaster en exposant ceux d'entre nous qui pourraient s'en trouver affectés.

A nous cependant aussi de prendre conscience, et de ne jamais oublier, que c'est bien contre et malgré eux que nous aurons été sauvés, et qu'eux-mêmes l'auront été de notre fait. Que le moindre geste "irresponsable" de notre part, aurait pu les faire tomber. Que les morts que nous aurons à pleurer seront de leur fait, et celles qui ne le seront pas, de notre fait.

Sentez un instant le pouvoir que vous avez. Et refusez-vous à cette satisfaction qui d'eux nous a tant dégoûtés. Nous ne leur avons arraché cette force que parce qu'ils se sont montrés incapables d'exercer celle qu'ils nous avaient enlevé, menaçant de ce fait l'ensemble de la société - car c'est bien tous ceux qui un jour auraient besoin de soins, et non les porteurs du virus, qui se trouvent aujourd'hui exposés.

Nous les porteurs du virus sommes aujourd'hui une grenade dégoupillée. Sachons demain nous en souvenir pour, de ces êtres désincarnés, définitivement se débarrasser. Demain, avec la fierté du regard qui saura qu'il ne se doit qu'à lui-même et à ses frères de s'en être tiré, à nous et à ceux qui auront fait au quotidien fait les sacrifices nécessaires pour se substituer à un Etat et des institutions qui nous auront abandonné après avoir fécondé un monstre que la mondialisation aura propagé, apprêtons-nous à de nouvelles naissances, de celles qui couronnent les anarchistes et font oublier ministres et banquiers n'ayant pris le pouvoir que pour servir leurs intérêts, achevant ainsi notre liberté.

Demain, l'ère de l'antisouveraineté. Un temple où la vérité et le pouvoir s'accoupleront, et où l'on ne craindra plus d'être, par d'obscurs virus nés des tréfonds d'un système politique et économique en perdition, et des incapables qui s'y sont accolés plutôt que de faire progresser l'humanité, contaminés.

Se protéger, pour, demain, les remercier de nous avoir sauvés ? Non.
Se protéger pour les voir demain tomber.

Et ne plus jamais, d'eux, ne redevenir les sujets.

Eux qui nous ont tant méprisé, eux qui se retrouvent maintenant, misérables, à supplier ces "riens" que de haut ils regardaient

Eux qui continuent à nous laisser nous entasser, pour peu que l'on reste matière à exprimer, sans nous laisser même nous enterrer

Eux qui ont laissé le mal et la mort nous enserrer,

écoutons les et entendons les.

Faisons ce qu'ils nous ont demandé.

Protégeons les nôtres de leurs mains et de leurs regards. Du contact qu'ils tenteront de nous imposer. Qu'ils cherchent déjà, de visite présidentielle en allocution ministérielle, à nous imposer.

Ne les laissons plus nous approcher. Et ne les laissons plus jamais nous écarter.

Nous venons de commencer à lutter. Et ce sont eux qui nous ont armés.

Juan Branco
Paris, 19 mars 2020

PS : Texte paru originellement en ce jour dans le journal portugais *Correio da manha*, qui a annoncé que j'étais infecté.